



Communiqué officiel – Soutien à l'amendement n°159 rectifié

L'Organisation Nationale des Professions de l'Analyse du Comportement (ONPAC) exprime son soutien à l'amendement n°159 rectifié relatif au financement des soins par l'assurance maladie. Cet amendement vise à réserver les financements publics aux interventions dont l'efficacité est scientifiquement démontrée, et à exclure du remboursement les prises en charge se réclamant de la psychanalyse ou reposant sur des fondements psychanalytiques.

Cette orientation est pleinement cohérente avec les valeurs fondatrices de l'ONPAC et avec les engagements inscrits dans son code de déontologie à savoir :

La Bienveillance

La bienveillance, telle que définie dans le code de Déontologie de l'ONPAC, implique de garantir aux personnes un accès à des interventions fondées sur des résultats tangibles, mesurables et reproductibles. Le soutien à cet amendement participe à la protection des usagers en orientant les ressources publiques vers des pratiques réellement susceptibles d'améliorer leur qualité de vie, tout en évitant des parcours longs, coûteux et dépourvus d'efficacité démontrée.

L'Intégrité

L'intégrité professionnelle impose de s'appuyer sur les connaissances scientifiques les plus actuelles et de reconnaître les limites des approches dont l'efficacité n'a pas été établie. Aligner les financements publics sur les preuves disponibles constitue un acte de cohérence, de transparence et d'honnêteté envers la collectivité.

La Responsabilité

Dans un contexte de contraintes budgétaires, la responsabilité impose de rendre compte de l'impact des interventions financées par la solidarité nationale. Veiller à ce que chaque euro public soutienne des interventions efficaces, évaluées et recommandées par les autorités sanitaires répond à des exigences éthique et sociales essentielles.

L'Efficacité

L'efficacité n'est pas un principe abstrait : elle constitue l'engagement central des professionnelles et professionnels de l'analyse du comportement. Le code de déontologie de l'ONPAC rappelle l'importance de promouvoir, diffuser et rendre accessibles les interventions comportementales, éducatives et psychosociales validées scientifiquement. L'amendement n°159 rectifié contribue directement à cette dynamique, en encourageant la structuration d'un système de soins fondé sur des méthodes éprouvées, et renforçant ainsi l'équité et la qualité des accompagnements.

L'ONPAC rappelle que cet amendement ne restreint en rien la liberté des personnes de recourir à la psychanalyse ni celle des praticien·nes d'exercer. Il précise uniquement le périmètre du

Organisation Nationale des Professions de l'Analyse du Comportement (ONPAC)

Association soumise à la Loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901

Enregistrée sous le numéro W061014527

Retrouvez-nous sur notre site internet: www.onpac.fr

contact@onpac.fr



remboursement par l'assurance maladie, afin que celui-ci demeure cohérent avec l'état des connaissances scientifiques et les obligations éthiques qui en découlent.

En soutenant l'amendement n°159 rectifié, l'ONPAC réaffirme son engagement collectif à :

- promouvoir des pratiques efficaces, éthiques et fondées sur les preuves ;
- protéger les personnes vulnérables ;
- garantir l'intégrité et la responsabilité des politiques publiques ;
- contribuer à un système de santé équitable, fondé sur les données probantes et au service de la justice sociale.

En affirmant notre soutien à l'amendement n°159 rectifié, nous appelons à un usage responsable et transparent des ressources publiques, au bénéfice direct des usager·ères. L'ONPAC continuera de défendre un accès à des interventions efficaces, équitables et scientifiquement validées pour toutes et tous.

L'équipe de l'ONPAC

Organisation Nationale des Professions de l'Analyse du Comportement (ONPAC)

Association soumise à la Loi du 1^{er} juillet 1901 et au décret du 16 août 1901

Enregistrée sous le numéro W061014527

Retrouvez-nous sur notre site internet: www.onpac.fr

contact@onpac.fr